



# Conférence environnementale 2013

## Une occasion manquée ?

Les annonces du Président de la République et du Premier Ministre lors de la Conférence environnementale des 20 et 21 septembre 2013 font douter d'un engagement réel vers une trajectoire de transition écologique. Rien dans ces annonces ne permet de voir une réelle rupture avec les choix économiques et les types et finalités de production, ce qui pose une sérieuse limite à l'exercice.

Les enjeux sociaux, les impératifs de garanties de sécurité professionnelle pour le salariat confronté aux mutations induites sont réduits à la portion congrue dans les discours de l'exécutif. En revanche, la part belle est une nouvelle fois faite aux entreprises. La théorie de l'abaissement des coûts du travail imprime les choix. Répartir autrement les richesses reste tabou.

La contribution climat/énergie va reposer sur les salariés et les ménages. D'entrée, les plus grandes entreprises polluantes et le transport routier sont annoncés exonérés. Les compensations en direction des ménages apparaissent bien mineures au regard du renforcement de la fiscalité indirecte si injuste. Cette logique est fort contestable.

Les vraies réponses seraient des actes et des mises en œuvre concrets vers une reconquête industrielle sur des bases socialement efficaces et écologiquement soutenables. Il en est de même pour une reconquête des services publics, élément de maîtrise des enjeux d'intérêt général et leviers majeurs de vrais changements.

La CGT a pu porter, dans les cinq tables rondes, les enjeux de politiques publiques, industriels, de service public, de formation et d'emploi. La transition écologique doit être, pour la CGT, l'occasion de mettre en place un statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle.

Tout reste à faire !

La restitution de la matière produite par les cinq tables rondes est loin d'être à la hauteur. La feuille de route que va en tirer le gouvernement donnera la mesure réelle.

Prendre en compte les enjeux de l'économie circulaire pourrait nous satisfaire à la condition d'y associer une véritable vision industrielle stratégique, la question centrale des transports, la recherche et l'emploi. Une hypothétique table ronde transport renvoyée à la prochaine conférence ne permettra pas de répondre à l'urgence.

C'est à la lumière d'une analyse fine de chaque table ronde et de la feuille de route que va retenir, dans quelques jours le Premier ministre, que la CGT portera un jugement et une appréciation plus précis.

Il est clair que la mise en œuvre d'un travail concret sur l'industrie et l'emploi et de dispositions immédiates permettant, enfin, d'aborder l'impérieuse nécessité de réorientation du système de transport formeront pour la CGT le marqueur essentiel d'appréciation. À défaut, le sentiment d'un épisode 2013, pur affichage, dominera.

communiqué

**Confédération Générale du Travail**

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 21 septembre 2013 - Ne pas jeter sur la voie publique - [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)